

Le CLER - Réseau pour la transition énergétique organise ses rencontres à distance

9-16
JUN
2020

Rencontre entre EIE d'une rive
à l'autre de la Méditerranée

Atelier animé par Virginie Guy du Gérès

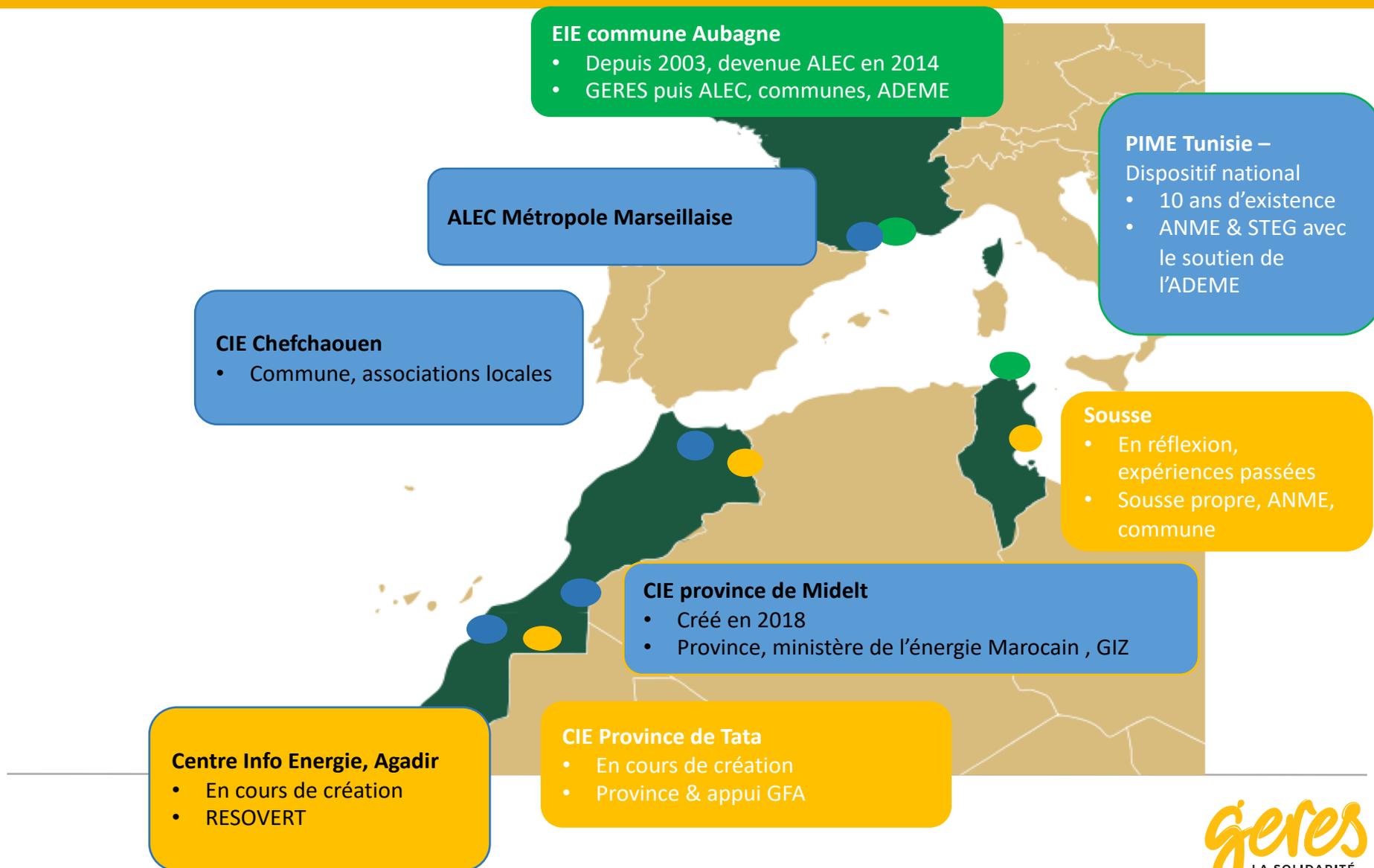


EIE: D'une rive à l'autre de la Méditerranée

12 juin 2020

geres
LA SOLIDARITÉ
CLIMATIQUE
EN ACTION

Les SIEC en dialogue



Les SIEC en dialogue

Service information énergie-climat (SIEC)



QU'EST-CE QU'UN SERVICE INFORMATION ENERGIE-CLIMAT ?

Service public de proximité à destination de toutes et tous, et mis en place à l'échelle d'un territoire pour accélérer la transition énergétique, écologique et climatique vers un développement durable.

QUELS BÉNÉFICES POUR MON TERRITOIRE ?



QUELQUES CHIFFRES CLÉS

LES POINTS D'INFORMATION SUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE EN TUNISIE

Selon une étude de faisabilité, 17000 stations d'IT devraient sur le SIEC à l'échelle.

3 DT/an économie d'énergie par les clients tunisiens. 15 DT des économies de subventions pour l'Etat et 25 DT de travaux de rénovation et d'équipement de logements économiques soit un total de **0,992 DT/m²/mois**.

L'ENGÈNE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT D'YVES-MAIRIEILLE

42% des personnes indiquent que le SIEC a beaucoup contribué à leur prise de décision pour les travaux de rénovation du bâtiment.

LA CELLULE INFO ÉNERGIE D'YVES-MAIRIEILLE

Étude des problématiques rencontrées par **1400 habitants** de 4 quartiers. 1 semaine de 21 ateliers.

LE CENTRE INFO ÉNERGIE DE CHEFCHAOUEN

55% des personnes consultées ont adopté de nouvelles pratiques et **72%** ont changé leurs habitudes.

QUELS SONT LES PUBLICS CIBLES D'UN SIEC ?

Le SIEC a vocation à intervenir avec et auprès de tous les acteurs du territoire en adaptant à leurs besoins et en favorisant leur mise en relation :



COMMENT INTERVIENT UN SIEC ?

Selon ses missions, les moyens alloués et la configuration du territoire (spertite, urbain/oursura), le SIEC peut prendre différentes formes : simple bureau, bâtiment entier dédié, construit spécifiquement à cet usage, véhicule aménagé.

Les SIEC disposent de ressources pédagogiques, équipements de démonstration et d'instruments de mesure. Les équipes d'un SIEC peuvent intervenir sur place ou se déplacer auprès des publics cibles. La taille et les compétences de l'équipe vont fortement influer sur la qualité et l'ampleur des interventions.



Plaque Service Info Energie Climat

COMMENT METTRE EN PLACE UN SERVICE INFORMATION ENERGIE-CLIMAT SUR SON TERRITOIRE ?

La mise en place d'un SIEC, de l'idée à l'opérationnalisation, peut prendre entre 1 et 6 ans(!). Ce processus itératif et évolutif est fondé sur 5 composantes interdépendantes :

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DIAGNOSTICS TERRITORIAUX

Projeter un SIEC sur un territoire choisi dans la **planification stratégique de la collectivité locale** et structuré avec des outils de planification énergie-climat. Un **inventaire des consommations énergétiques et émissions de gaz à effet de serre** permet d'identifier les secteurs les plus consommateurs d'énergie sur le territoire dont le parc municipal. Pour connaître plus précisément les profils énergétiques par public et les problématiques sociales concernées, on réalise des **diagnostics socio-énergétiques**. Les **études sectorielles** apportent une meilleure compréhension des leviers de changement sociaux, culturels, économiques ou encore

juridiques dans des actes comme la construction et la rénovation de bâtiment, l'achat et l'utilisation d'équipements électroménagers, le chauffage, le rafraîchissement, les déplacements. Rétablir de **Agens-participative**, ces diagnostics constituent des opportunités d'élaborer une **cartographie des acteurs**, de partager les enjeux du territoire tout en mobilisant. Ces éléments permettent de définir les missions, **publics ciblés, modes d'intervention et plan d'action opérationnel** du SIEC en vue de toucher le plus grand nombre et d'évaluer des impacts significatifs et mesurables.

GOVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

La forme juridique et le type de partage sont déterminants pour définir le mode de gouvernance. Ils **varient en fonction du contenu réglementaire et juridique** et des arbitrages des commanditaires et financeurs. Le service peut être porté :
 > par un opérateur étatique (Exemple du partenariat Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME) - Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) en Tunisie)
 > en propre par une collectivité locale (Exemple d'Ujda et de Chetchaouen dans une deuxième phase)
 > par une collectivité et délégué au secteur associatif (Exemple de Chetchaouen)
 > par plusieurs acteurs sous une forme associative ou de partenariat public-privé (Exemple de Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC))

Ces différents types d'acteurs sont associés au processus de décision (la gouvernance) et à la gestion des SIEC à travers différentes modalités allant de la consultation à la co-décision. La mobilisation des parties prenantes dans la durée est un enjeu clé pour la pérennisation des SIEC. Il convient de mettre en place des espaces de dialogue et des instances de gouvernance collaboratives.

INSTITUTIONS PUBLIQUES CENTRALES

Qui ? Les Ministères et agences nationales de maîtrise de l'énergie - représentés dans les territoires par leurs services déconcentrés.
Quoi ? Elles définissent les cadres réglementaires de la planification énergie/climat et des dispositifs nationaux d'appui au SIEC : modèles économiques et juridiques, formation des conseillers, communication.

INSTITUTIONS PUBLIQUES DÉCENTRALISÉES

Qui ? Les collectivités territoriales (communes, régions) - et leurs agences spécialisées (agences régionales de développement local...)
Quoi ? Elles ont les politiques environnementales locales et jouent un rôle moteur dans le partage, la gestion et le financement des SIEC.

SECTEUR PRIVÉ LUCRATIF

Qui ? Les fournisseurs d'énergie et de gaz, les réseaux de professionnels, bureaux d'études techniques et autres acteurs privés.
Quoi ? Ils peuvent apporter des compétences à la gestion opérationnelle des SIEC et appuyer les activités de sensibilisation et d'accompagnement.

SECTEUR PRIVÉ NON LUCRATIF

Qui ? Les associations locales (détachées de l'environnement, des consommateurs, de développement local, instituts de formation et autres structures de la société civile locale).
Quoi ? Ils peuvent apporter leurs compétences au développement, à la gestion opérationnelle et à la promotion des SIEC, notamment pour la mobilisation et animation territoriale, sensibilisation et conseil aux publics, suivi-évaluation, plaidoyer...



MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

La mission d'établir un modèle économique des SIEC revient aux institutions centrales dans le cadre du développement des politiques publiques énergie-climat en articulation avec les dispositifs nationaux de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables. Comme toute politique publique, les SIEC doivent faire l'objet d'un calcul macro-économique mettant en balance son coût avec les économies générées pour les bénéficiaires : citoyens, entreprises, collectivités, État.
 Les sources de financement dépendent entre autres des possibilités qu'offre le cadre réglementaire en termes de **fiscalité nationale et/ou locale et de subvention des associations**. Des financements privés reviennent au dilemme de l'indépendance technique du conseil et de la neutralité du service pour ne pas privilégier tel ou tel fournisseur d'énergie ou fabricant de matériels.
 Plusieurs SIEC ont été mis en place sous l'impulsion ou avec l'appui de projets et partenariats de coopération accordés des ONG de solidarité internationale, des institutions de coopération et/ou des collectivités locales dans le cadre de la coopération décentralisée. La coopération internationale peut contribuer au fonctionnement d'un SIEC par les mécanismes de collaboration, d'échanges, de partages et de retours d'expériences de territoire à territoire, de renforcement de capacités et de financement. Elle ne constitue néanmoins pas une source de financement pérenne : le fonctionnement des SIEC en phase de création repose principalement sur des **financements publics locaux, nationaux et/ou nationaux**.
 Les dépenses de fonctionnement sont dominées par les salaires des équipes qui peut représenter jusqu'à 60% du budget annuel. Le rôle permet de couvrir des frais logistiques, d'achats et de communication.

ÉQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

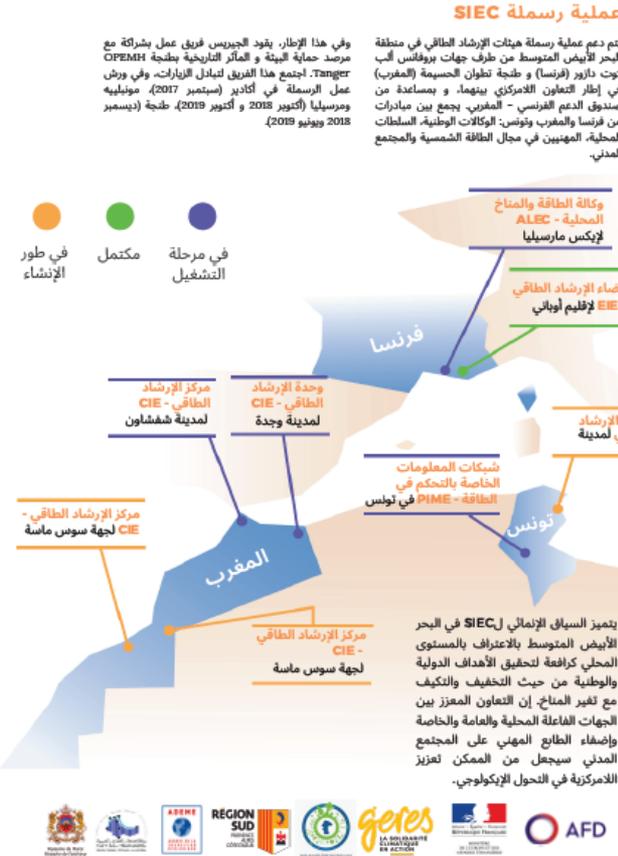
La mise en œuvre des activités des SIEC est assurée par des personnels disposant de **compétences en matière d'énergie et expérimentés dans la sensibilisation et l'éducation des publics**. Le dynamisme, la motivation et l'expérience du contact avec le public sont des critères clés dans le recrutement de ces personnes. La mixité hommes et femmes peut faciliter le contact auprès de certains publics notamment lors de visites à domicile. La **professionnalisation** de ces compétences (par rapport à des

bénévoles) offre de nouveaux débouchés d'emploi dans le secteur de l'énergie, notamment pour les jeunes.
 La capacité à toucher les publics ciblés et le connaissance des dispositifs réglementaires et financiers en évaluation constante requièrent une mise à jour régulière des connaissances des équipes. Leur formation continue participe également à la pérennisation des postes qui peut être un enjeu important notamment pour les dispositifs portés par la société civile.

SUIVI - ÉVALUATION

Un SIEC est amené à **évaluer dans le temps pour s'adapter** aux priorités et aux réalités locales selon qu'il s'agit de progression du territoire et de ses acteurs en matière de transition énergétique et climatique.
 Le suivi-évaluation est indispensable pour **construire et mesurer l'impact et l'efficacité** du SIEC et doit être anticipé. Il est d'autant plus efficace lorsque **réalisé de manière participative** en impliquant des citoyens : participation à des enquêtes, mesures et remonté de données.

Un comité de suivi, avec une forte **institutionnalisation** de ses représentants, permet une identification et un choix des indicateurs de suivi-évaluation et d'impact en correspondance avec les **indicateurs de politique publique** et les dispositifs et moyens de collecte de données déjà existants : recensement, études sectorielles, élaboration de plans d'actions climat et énergie, etc.



عملية رسملة SIEC

وفي هذا الإطار، يقود الجيريس فريق عمل بشراكة مع مرصد حماية البيئة و المآثر التاريخية بطنجة OPEMH Tanger. اجتمع هذا الفريق لتبادل الآراء، وفي ورش عمل الرسملة في أكتوبر (سبتمبر 2017)، ومورساليا (أكتوبر 2018) و أكتوبر (2019)، طنجة (ديسمبر 2018) ويونيو 2019.

يتم دعم عملية رسملة هيئات الإرشاد الطاقى في منطقة البحر الأبيض المتوسط من طرف جهات بروفانس ألب كوت دازور (فرنسا) و طنجة تطوان الحسيمة (المغرب) في إطار التعاون الأمازيغي بينهما، وبمساعدة من صندوق الدعم الفرنسي - المغربي بجمع بين مبادرات من فرنسا والمغرب وتونس- الوكالات الوطنية، السلطات المحلية، المهنيين في مجال الطاقة الشمسية والمجتمع المدني.

يتميز السياق الإنمائي لـ SIEC البحر الأبيض المتوسط بالاعتراف بالمستوى المحلي كرافعة لتحقيق الأهداف الدولية والوطنية من حيث التخفيف والتكيف مع تغير المناخ. إن التعاون المعزز بين الجهات الفاعلة المحلية والعامية والخاصة وإضفاء الطابع المهني على المجتمع المدني يسجل من الممكن تعزيز الأمازيغية في التحول الإيكولوجي.



Etudes de cas

CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- **Dénomination :** Centre Information énergie (CIE)
- **Territoire d'intervention :** Commune de Chefchaouen
- **Historique :** Initié en 2014 suite à un appel à projet national
- **Type de gouvernance et gestion :** Gestion communale

Commune de Chefchaouen





Centre Info Energie de la commune de Chefchaouen

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX
La commune de Chefchaouen est un territoire urbain de 11km² situé à 800 mètres d'altitude dans le pré-ri, côté-est ouest du massif du Rif. Y vivent 40 000 habitants, dont la moitié sont actifs et appartiennent à la classe moyenne. Chefchaouen jouit d'un patrimoine naturel, culturel et architectural exceptionnel le prédisposant au tourisme, principal secteur économique de la ville. L'activité artisanale dans la ville est également régulée. Sur le plan environnemental, les changements climatiques engendrent une baisse de la pluviosité et impactent les réserves d'eau, historiquement élevées, de la région. Le mix énergétique de la commune est proche du national composé à plus de 80% d'énergies fossiles. La combustion de bois est assez peu répandue dans la ville et l'utilisation du solaire thermique est encore limitée.

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE SIEC
Autoproclamée « ville écologique » en 2010, la commune de Chefchaouen a depuis mené plusieurs actions et politiques concernant le développement durable et la transition énergétique. La commune a exprimé son intérêt pour initier la mise en place d'un SIEC en 2012 suite à la présentation du concept des Espaces Info Énergie par le Geres. Elle a été retenue par l'ADEREE pour mettre en place un Point Informa-

tion énergie -PIE dans le cadre du programme national Jilha Thnou.
Le dispositif a évolué en partenariat avec le Geres vers un Centre Info Énergie - CIE - grâce au soutien financier de nombreux partenaires dans le cadre notamment des programmes internationaux SUDEP (UE) et CENAAFER (AFD).

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DIAGNOSTICS TERRITORIAUX
Le CIE a été inscrit dans le Plan Communal de Développement (PCD) des 2013 et le Plan d'Action Communal 2016-2022 intégré la dimension environnementale comme axe transversal prioritaire. Il a été accompagné par la réalisation en 2017 d'un inventaire des gaz à effet de serre et l'élaboration d'un Plan d'actions à l'énergie durable suite à l'adhésion de la Commune à la Convention des Maires.

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À CHEFCHAOUEN

| 2012-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2018 | Depuis début 2018 | |
|---|--|---|--|--|-----------------------------------|
| Assistance du programme Jilha Thnou par le SIEC/EE pour la mise en place du PIE | Adhésion du PIE par 5 agents communaux (à temps partiel) | Identification du PIE vers un CIE animé par des associations locales | Développement du CIE et lancement, équipement et gestion du CIE par un binôme d'associations | Gestion en direct par la commune | |
| Avril 2014 Sélection de la commune par Jilha Thnou | Avril 2014 Journée Jilha Thnou - inauguration du PIE | Juillet 2014 Participation des 5 conseillers à un voyage d'étude EIE de l'ADEREE en France | 2015 Sélection et formation initiale et continue de 3 conseillers | 2016 Embauche et mise en place d'un modèle de gouvernance | 2018 Nomination d'un directeur |

GOVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition et mise en œuvre du CIE à travers les différentes étapes :

Institutions publiques centrales & décentralisées
Office National de l'Électricité et de l'Eau - ONEC

Secteur privé lucratif
Dragage et vendeurs d'appareils électroménagers, hôtel

Institutions publiques décentralisées
Commune de Chefchaouen

Secteur privé non lucratif
• Association Taboukiana pour l'Environnement et le Développement - ATEED
• Association de Développement Local - ADL

Le CIE a d'abord été porté par le Geres qui en a délégué la gestion aux associations ATEED et ADL et il est depuis 2018 intégré à l'organigramme de la commune au sein du service environnement.

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

La prise en charge des moyens de développement et fonctionnement du CIE est la suivante :

- **Commune de Chefchaouen** : mise à disposition de personnel, local
- **AMEE** : organisation de la Journée Jilha Thnou d'inauguration du Point Info Énergie
- **ADEREE** : participation à la formation des conseillers
- **Union Européenne, Agence Française de Développement, Région Provence Alpes Côte d'Azur**,

EQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

Le CIE a d'abord été animé par des conseillers ingénieurs de formation, salariés des associations ATEED et ADL, choisis sur tests de connaissances dans l'énergie puis formés par le Geres. Actuellement le CIE est animé par un directeur avec un profil gestionnaire et technique (technicien en informatique de gestion, gestion des ressources humaines, administration-comptabilité). Le profil choisi a bien répondu aux attentes pour une première étape de transition, mais un besoin de formation s'est fait ressentir pour un déploiement plus ambitieux du CIE. Il reste néanmoins à restreindre les missions en accord avec la vision Chefchaouen 2030 co-élaborée par les acteurs de la ville en 2018.

SUIVI-ÉVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

Les Indicateurs du CIE ont été définis pour mesurer la réduction de facture énergétique pour les bénéficiaires, les ménages et professionnels. Une évaluation, en 2017, a été faite sur les passages à l'acte de changement d'équipement (ampoules, électroménagers, chauffe-eau solaire) et adoption de bonnes pratiques de 70 personnes qui ont été sensibilisées par le CIE.

un modèle et cherchant des moyens de financement. Il est également question d'offrir les ressources humaines afin de continuer à élargir les actions et les activités.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

Le CIE informe et conseille gratuitement à travers des animations, des visites, des échanges au local du CIE, des événements. Il prête également des ressources pédagogiques (livres, jeux, revues, etc.) et des équipements de mesure (pompes à chaleur, thermomètres, sondes de température, caméras thermiques, etc.). Tous ces dispositifs se révèlent incitatifs pour attirer les publics cibles du CIE (écoliers, femmes, professionnels).

C'est à travers ses activités que le CIE collecte des données sur les consommations énergétiques de la population de Chefchaouen, données qui servent à mieux orienter les actions et les politiques de maîtrise des consommations d'énergie. Le CIE réalise et favorise également les initiatives et les expériences visant la transition énergétique sur le territoire de Chefchaouen.

Contact :
Gueli Tabiri, Directeur du CIE
Commune de Chefchaouen
tel.: 0524310101



Etudes de cas

CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- **Dénomination :**
Cellule Info Energie Climat- CIEC
- **Territoire d'intervention :**
Commune d'Oujda
- **Historique :**
Création initiée en 2016 par la Commune avec l'appui de la coopération décentralisée et de financements internationaux
- **Type de gouvernance et gestion :** Gestion en régie par la Commune (Intégrée au service « Environnement ») avec un comité de suivi multi-acteurs



Cellule Info Énergie Climat de la commune d'Oujda

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

La commune d'Oujda est un territoire de 100 Km² où vivent 500 000 habitants. L'économie est dominée par les activités commerciales et de services. Elle est marquée par un taux de chômage moyen de 7,4% (2016), et le salaire moyen est de 2100 dirhams en 2016. Au-delà du centre-ville où domine l'habitat traditionnel, le parc de logements est majoritairement composé de maisons marocaines modernes. Sur le plan environnemental, la ville subit

les nuisances dues à la forte utilisation des voitures et l'insuffisance (des espaces verts). Au niveau énergétique, la commune s'est engagée depuis 2013 dans une politique volontariste pour valoriser ses déchets et promouvoir l'énergie solaire via le chauffage thermique solaire, mais le pétrole, ses déchets ainsi que le gaz naturel restent majoritaires dans la production électrique.

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT

DE LA DÉMARCHE DE SIEC

La Commune d'Oujda a eu connaissance de l'outil SIEC en 2015 dans le cadre du projet Jilba Tinsou-Puls, engagé dans le projet européen CES-MED. La Commune a réalisé en 2016 un inventaire des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre permettant de développer de façon participative un Plan d'Action d'Énergie Durable (PAED) qui inclut un volet dédié à la sensibilisation, l'éducation et la communication.

A cette fin, la ville d'Oujda a sollicité la Ville de Lille pour développer un Projet de Coopération Décentralisée pour une Énergie Durable (PCD-ED) incluant un volet « citoyenneté » dans lequel s'inscrit la CIEC d'Oujda. Dans le cadre de ce projet, une enquête de sensibilisation a été conduite par questionnaire auprès de 1 400 ménages.

« LA CIEC EST INDISPENSABLE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE « SENSIBILISATION » DU PLAN D'ACTION À L'ÉNERGIE DURABLE DE LA VILLE D'OUJDA ».

Adnane El Ghazi

Contact :
Commune d'Oujda -
Dr. Adnane EL GHAZI
Chef Service Planification
Et Développement Durable
(SPEDD)
spedd.cuo@gmail.com
M. Mohammed BIKIG
Responsable CIEC
bikimed74@hotmail.fr

GOVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition de la CIEC à ce jour :

Institutions publiques centrales & déconcentrées

- Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie - ANME
- Délégation Générale des Collectivités Locales - DGCL
- Groupe public d'Oujda
- Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable - ONEP

Institutions publiques décentralisées

- Commune d'Oujda - Service Planification Et Développement Durable - SPEDD
- Direction Régionale de l'Environnement
- Régie Autonome Intercommunale de Distribution de l'Eau et de l'Électricité d'Oujda - RADPEI

Secteur privé lucratif

- Entreprises locales et régionales :
- Confédération Générale des Entreprises du Maroc - CGEM Région Oriental

Secteur privé non lucratif

- Institut de Formation des Métiers des Énergies Renouvelables et de l'Électricité Énergétique d'Oujda - IFPEEE Oujda
- Ordre des Architectes et Agence Urbaine d'Oujda
- Associations environnementales et d'énergie durable de la ville d'Oujda

La CIEC est un outil au service des ambitions communales en faveur de la transition énergétique. Son mandat, inscrit dans le plan d'action communal (PAC) d'Oujda 2017-2022 est d'élaborer et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation, d'éducation, de formation et de communication à l'environnement.

et l'énergie durable à destination du grand public. Dès le début de la réflexion, le choix a été fait d'une gestion en régie publique, intégrée à l'organigramme communal et associée à une gouvernance consultative réunissant des acteurs externes, en cours de formalisation.



LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET LES FINANCEMENTS

Les coûts de mise place de la CIEC, estimés à 200 000 DH ont été appuyés par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), partenaire du projet PCD-ED. La commune a bénéficié de l'appui de l'ADEME et de la Ville de Lille et sa Maison de l'Habitat Durable pour la définition du projet, la conduite d'études préliminaires et la formation du personnel. Les frais de fonctionnement 2017-2022 sont estimés à ~500 000 DH annuels, dont 98 000 DH annuels de ressources humaines intégrés au budget de la commune d'Oujda.

ACTIVITÉS ET SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

Suite à la définition du plan d'action de sensibilisation, des supports de communication grand public relatifs à l'efficacité énergétique dans la construction des bâtiments et les équipements ciblant les différents niveaux socio-économiques de la population

de la ville d'Oujda ont été élaborés. La commune rénove et équipe un local dédié à la CIEC, basé dans le nouveau parc récréatif et d'animation de la Commune d'Oujda à l'origine l'ancienne gare de la ville.

LES ÉQUIPES ET LES COMPÉTENCES MOBILISÉES

La CIEC est aujourd'hui animée par un technicien de profil électrotechnique choisi au sein de l'équipe énergie sur la base de son dynamisme, sa motivation et son expérience dans le contact avec le public. Il est responsable de la mise en œuvre du plan d'action

d'évaluation de la CIEC. Il bénéficie de renforcement des capacités à travers des formations de base et spécifiques (délivrées par l'ADEME et l'AMEE), d'échanges entre pairs (Ville de Lille, Commune Chetchaouen) et d'autres programmes de coopération

RÉSULTATS ET DÉFIS

Le principal défi est d'assurer la pérennité du service en mobilisant les ressources suffisantes

et des partenariats structurants



Commune d'Oujda

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À OUJDA



DIAGNOSTICS TERRITORIAUX ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Dans le cadre de l'élaboration du PAED, la commune a identifié les acteurs impliqués dans la consommation énergétique et les émissions des GES dans le territoire. Elle a organisé 4 ateliers participatifs

"La réalisation d'un inventaire de Référence des Émissions de gaz à effet de serre (IRE, référence Année 2013) a démontré que le bâtiment et les transports consomment plus de 80% de l'énergie et émettent plus de 80% du total des gaz à effet de serre du territoire de la commune. Sur cette base le plan d'action cible dans un premier temps des actions de sensibilisation touchant ces deux secteurs énergivores au niveau du CIEC d'Oujda".

Adnane el Ghazi, Directeur du Service Planification Et Développement Durable, de la Commune d'Oujda

Etudes de cas

CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- **Dénomination :**
Point Info sur la Maîtrise de l'Énergie (PIME)
- **Territoire d'intervention :**
Tunis
- **Historique :**
Institué en 2007 par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie, ANME.
- **Type de gouvernance et gestion :**
Porté par la STEG selon une convention ANME-STE



Point Info sur la Maîtrise de l'Énergie (PIME)

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

En dépit d'efforts considérables de mise en œuvre de politiques de maîtrise de l'énergie par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie, ANME, depuis 3 décennies, le déficit énergétique structurel de la Tunisie s'est largement aggravé à partir de l'année 2011 en raison de l'augmentation des consommations

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE
L'ANME (Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie) a initié la réflexion sur le dispositif PIME en 2006 pour répondre à un objectif de maîtrise de l'énergie des ménages, commerçants, artisans et des petites entreprises. Pour mettre en place un dispositif unique touchant tous les consommateurs basse tension de Tunisie, l'ANME a rapidement sollicité la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), monopole d'État présent sur tout le territoire tunisien, pour aboutir à la signature d'une convention-cadre en janvier 2007. L'objectif côté STEG était de diminuer les consommations électriques de ses clients, notamment pendant les pics d'énergie et de la diminution drastique de la production nationale en hydrocarbures. Le développement des énergies renouvelables - limité hors solaire thermique - s'incarne dans le Plan Solaire Tunisien qui vise une part de 30% d'ici à 2030.

de consommation obligant à des délestages et à dilayer les risques d'impayés. Les Points Info pour la Maîtrise de l'Énergie ont été installés dans près d'une centaine d'agences commerciales de la STEG. L'ANME a ensuite sollicité son homologue français, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) pour profiter de l'expérience française des Espaces Info Énergie aboutissant en 2009 au démarrage d'un soutien technique et méthodologique. L'association française Prioriterre s'est vue déléguée par l'ADEME l'assistance technique pendant la période 2009-2017.

de consommation obligant à des délestages et à dilayer les risques d'impayés. Les Points Info pour la Maîtrise de l'Énergie ont été installés dans près d'une centaine d'agences commerciales de la STEG. L'ANME a ensuite sollicité son homologue français, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) pour profiter de l'expérience française des Espaces Info Énergie aboutissant en 2009 au démarrage d'un soutien technique et méthodologique. L'association française Prioriterre s'est vue déléguée par l'ADEME l'assistance technique pendant la période 2009-2017.



ETAPES ET TEMPS FORTS DU DEVELOPPEMENT DU SIEC



PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DIAGNOSTICS TERRITORIAUX

Le développement des PIME répond à un objectif d'efficacité nationale de l'énergie et s'inscrit dans une planification stratégique centrale. Le dispositif a été articulé avec les autres politiques publiques nationales de maîtrise de l'énergie pilotées par l'ANME (Proso, etc.) pour stimuler, par l'intermédiaire de proximité, les bonnes pratiques dans les secteurs résidentiel et tertiaire.

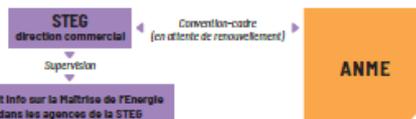
Le secteur Industriel fait l'objet de politiques publiques et de programmes distincts. Aucun diagnostic territorial n'a été réalisé, la définition des objectifs des PIME en termes de thématique et de cible s'est appuyée sur la connaissance par la STEG et l'ANME des consommations et profils énergétiques des clients basse tension.

GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Ont pris part à la gouvernance et à la gestion des points PIME les acteurs suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Institutions publiques centrales : Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie | Institutions publiques décentralisées : Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz | Secteur privé lucratif : ANME | Secteur privé non lucratif : Aucun (le contrat public ne permetait pas de travailler avec des associations) |
|---|---|---|---|

Les PIME sont portés par la direction commerciale de la STEG. La collaboration avec l'ANME est encadrée par une convention et a donné lieu à des comités de pilotage dont le dernier remontant à Janvier 2016 a dressé le constat du besoin d'une clarification des rôles de chaque structure dans une nouvelle convention.



« CONSEILLER C'EST UN MÉTIER : ON NE PEUT PAS TRAVAILLER SUR CE SUJET SANS AVOIR LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES »

Fathi Hamad

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

Il n'y a pas eu de modèle économique chiffré et formalisé mais des objectifs posés : réduction de facture énergétique pour les clients et pour l'état, réduction des impayés de la STEG, baisse du coût des délestages pour la STEG. La prise en charge des moyens de développement et fonctionnement des PIME est conjointe aux 3 parties prenantes :

ÉQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

Les conseillers PIME sont des agents commerciaux des agences de la STEG (niveau secondaire ou bac) qui se sont vu attribuer cette fonction en plus de leur fonction de base. Ils ont été nommés par les responsables d'agences sans critère particulier de sélection. Il y a eu un turn-over important lié à des départs à la retraite ou pour mutations.

SUIVI-EVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

En 2014, ont été mises en place des fiches visiteur intégrées à l'intranet de la STEG à remplir pour chaque personne conseillée et reçues par la DCOM STEG. Néanmoins, tous les conseillers ne la remplissaient pas selon l'ANME.

En 2014, dans un contexte de préparation de la révision de la loi sur la subvention à l'énergie en Tunisie et en vue de valoriser l'action menée par les PIME, la direction de la commercialisation de la STEG et la

STEJ : coordination, mise à disposition de l'espace d'accueil dans ses agences et de personnel dédié pour le conseil.
ANME : pilotage initial, formation, aménagement des espaces, équipement en supports, évaluation.
ADEME : assistance technique développement, formation et évaluation.

- La mobilisation et la montée en compétences des conseillers PIME (plus de 100) a consisté en :
- Formations initiales par la STEG : 2008, 2009, 2010
 - Voyages d'étude en France dans le cadre des rencontres EIE : 2009, 2010
 - Rencontres nationales pilotes par l'ANME : 2012, 2013 (en présence d'associations), 2014, 2016
 - Formations régionales pilotes par l'ANME : 2014, 2016

RÉSULTATS ET DÉFIS

Faute de renouvellement de convention avec la STEG, l'ANME n'a plus d'action et de retour de la STEG concernant le dispositif PIME. Le défi actuel de l'ANME est le développement de SIEC à l'échelle des territoires en collaboration avec la société civile et

les collectivités locales. Un premier dispositif de sensibilisation par les associations sur le solaire a été testé en 2017 (Projet Solaire Citoyen). La prochaine étape est la mise en place d'un SIEC dans la ville de Sousse avec la mairie et les associations du territoire.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

Le mode d'intervention privilégié est la prise de contact direct avec les conseillers. Un film sur les PIME a été réalisé : <https://www.youtube.com/watch?v=ACE6R0050mk>

L'outil Sima/consort MED a été développé pour permettre aux clients de simuler leurs consommations d'électricité.

Contact : ANME - M. Fathi Hamad, directeur de l'Agence régionale de Sousse hamad.fathi@anme-tst.tn



Etudes de cas

CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- Dénomination : Espace Info → Énergie (EIE) du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- Territoire d'intervention : 6 puis 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.
- Historique : initié en décembre 2004
- Type de gouvernance et gestion : Opérateur Geres dans le cadre d'une convention multi-partenaire public.



EIE du pays d'Aubagne et de l'Étoile

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

Le Pays d'Aubagne et de l'Étoile couvre 12 communes, où vivent 105 721 habitants dans un parc de logement qui a majoritairement plus de vingt ans (80%). L'activité du territoire est essentiellement tertiaire (services et commerces) avec quelques unités industrielles et exploitations agricoles. Le territoire a connu une urbanisation importante liée à sa proximité avec Marseille : il est constitué d'un centre urbain et

de centres anciens dans chacune des communes, où la population est plutôt modeste alors que la population totale vit dans le péri-urbain. Sur le plan environnemental, outre de fortes consommations d'énergie et très peu de production, il y a une pollution diffuse due aux déplacements, activités économiques, logements (utilisation de fioul).

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE L'EIE

Dans les années 2000, l'ADEME dans le cadre du Programme National d'amélioration de l'Efficacité Énergétique a proposé un appui financier à la mise en place d'Espaces Info Énergie au niveau local. Le Geres, déjà identifié sur la thématique Énergie / environnement, a eu un intérêt pour le dispositif,

de même pour la collectivité souhaitant apporter un service aux particuliers sur les économies d'énergie en général et les énergies renouvelables (dont solaire thermique) dans une optique de développement de l'économie locale.

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À AUBAGNE



LE PARTAGE DE L'EXPERTISE ÉNERGÉTIQUE AU SEIN DU RÉSEAU RÉGIONAL PARTICIPE À DISPOSER D'UN PERSONNEL COMPÉTENT POUR ASSURER LA MISSION EIE ET À HARMONISER LE NIVEAU DU SERVICE SUR LE TERRITOIRE

Marie-Hélène Durand

GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition et mise en œuvre de l'EIE à travers les différentes étapes :

Institutions publiques centrales & déconcentrées

- ADEME (Agence Transitionnelle Matériaux Énergie)
- Conseil Général des Bouches du Rhône et
- Région Provence Alpes Côte-d'Azur

Secteur privé lucratif

Professionnels (artisans de l'isolation, de l'énergie solaire)

Institutions publiques décentralisées

- Agglomération EIE (Urbanisme Nouveaux Sites Urbains)
- 6 communes : domène ;
- Pays d'Aubagne et de l'Étoile (12 communes)
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Secteur privé non lucratif

- Particuliers / Eco citoyens / Jardiniers /
- Lycée Eiffel /
- Fondation des associations

La gestion a été déléguée au Geres par le pays d'Aubagne et de l'Étoile dans le cadre d'une convention quadripartite Ademe-Région-Conseil Général-Com-

muneauté d'Agglomération assortie d'un budget équilibré entre 70 000 et 90 000 € par an pour 1,5 ETP (équivalent temps plein).

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

L'EIE a reposé principalement sur des financements publics (local, régional, national), selon la charte édictée par l'ADEME. Le modèle économique de l'EIE a consisté à trouver un équilibre budgétaire entre des dépenses et des recettes en fonction des capa-

FINANCEMENTS

ciétés financières des partenaires. Pendant les sept dernières années d'activité de l'EIE, le budget moyen a été d'environ 80 KE par an. Ces financements peinent à s'inscrire sur une longue durée pour tous les partenaires.

ÉQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

L'équipe de l'EIE a compté un temps partiel d'un coordinateur (chargé des relations partenariales et actions) et un conseiller EIE chargé de la mise en œuvre des actions, conseils, animations et projets spécifiques du territoire, et bilans. Le poste de conseiller EIE est technique sur l'énergie, le logement et

l'environnement (minimum 3 ans d'études après le BAC) avec une qualité relationnelle requise pour la fonction. Les conseillers ont bénéficié d'un plan de formation nationale et spécifique de l'ADEME, déterminant dans la professionnalisation du métier.

SUIVI-ÉVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

En 2014, l'EIE a mené une étude d'impact de son activité : 63% des contacts renseignés ont pris la décision d'investissements en efficacité énergétique, et ont déclaré que l'EIE a contribué au passage à l'acte. Les impacts énergétiques et environnementaux ont été estimés à 1 200 000 kWh économisés/an, et 194 t eq CO2/an potentiellement évités.

Les impacts économiques ont aussi été approchés, avec 587 094 € de travaux générés par an, soit 6 410 € TTC de travaux par logement. Cela a contribué à assurer 6 emplois-an uniquement par la réalisation des travaux d'amélioration énergétique sur le territoire.

RÉSULTATS ET DÉFIS

En 11 ans, l'EIE a travaillé auprès de 5 000 ménages-21 000 citoyens ont été directement sensibilisés et plus de 400 artisans et professionnels du bâtiment ont été référencés sur le territoire et ont bénéficié d'un accompagnement spécifique. L'EIE a vu la professionnalisation de 3 conseillers et toute une équipe au sein du Geres. Le contenu du conseil a fortement évolué vers plus de technique et au profit d'un ac-

compagnement de plus en plus poussé. Ceci a amené les pouvoirs publics à repenser le dispositif et mettre en place des Points Renouveau Info Service (PRIS) et des plateformes (régées par les collectivités locales) qui assurent le lien entre l'ensemble des acteurs (habitat, énergie, finances, juridique) pour mieux accompagner les citoyens.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

L'EIE informe et conseille de manière neutre et gratuite le particulier et les professionnels sur l'amélioration de l'habitat à travers des permanences (conseil personnalisé), des animations (sensibilisation de masse) et projets locaux.

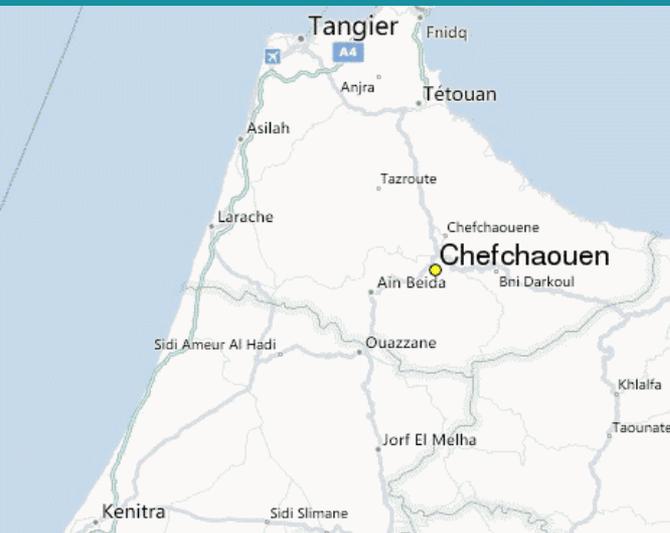
Il met à disposition des ressources d'information pour appuyer la prise de décision (fiches pratiques de conseils techniques, sites Internet, mise à jour des aides financières). L'EIE réalise et favorise également les initiatives du territoire et les facilitations et dispositifs d'aides financières au niveau national et local.

Contact :
Marc Glass
04 42 18 00 88
m.glass@geres.eu



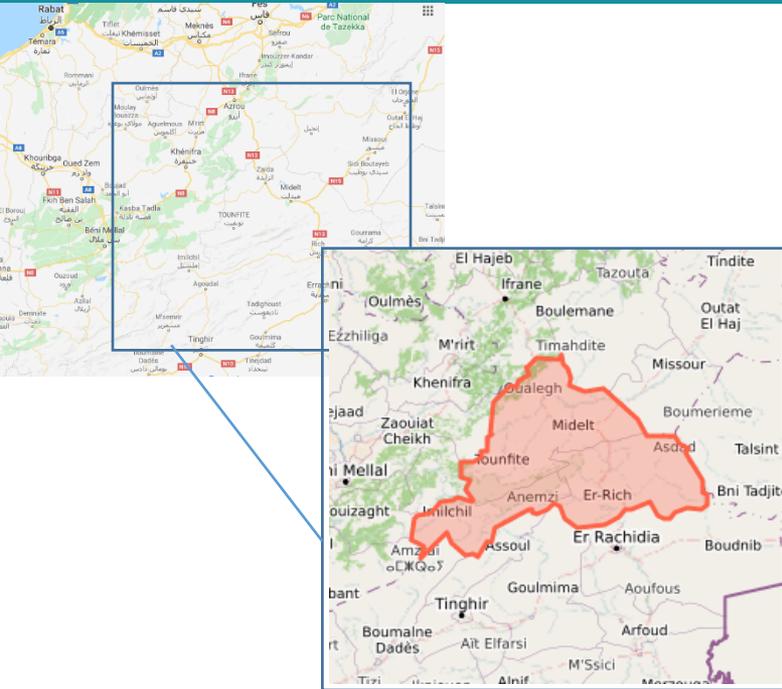
Présentation des services info énergie climat (SIEC) du Maroc et de Tunisie

Centre Info Energie (CIE) de la commune de Chefchaouen, Maroc



- Initié en 2012 par la commune, créé en 2015
- En régie communale depuis 2018

Point Info Energie (PIE) mobile de la province de Midelt, Maroc



- Initié en 2015 par la province de Midelt, créé en 2019
- Opérateur: Centre Draa-Tafilalet pour le Développement Durable (association)

Cellule Info Energie (CIE) de la commune de Oujda, Maroc



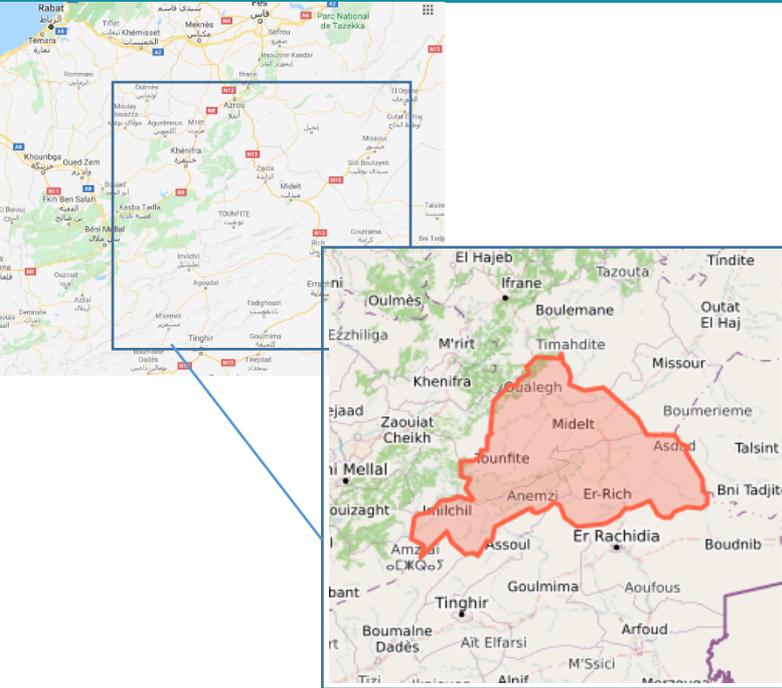
- ◆ Initié en 2015, opérationnel depuis 2019
- ◆ En régie communale depuis 2018
- ◆ Nombreux partenariats avec des acteurs publics et privés de la commune et avec la ville de Lille dans le cadre de la coopération décentralisée

Centre Info Energie (CIE) de la province de Tata, Maroc



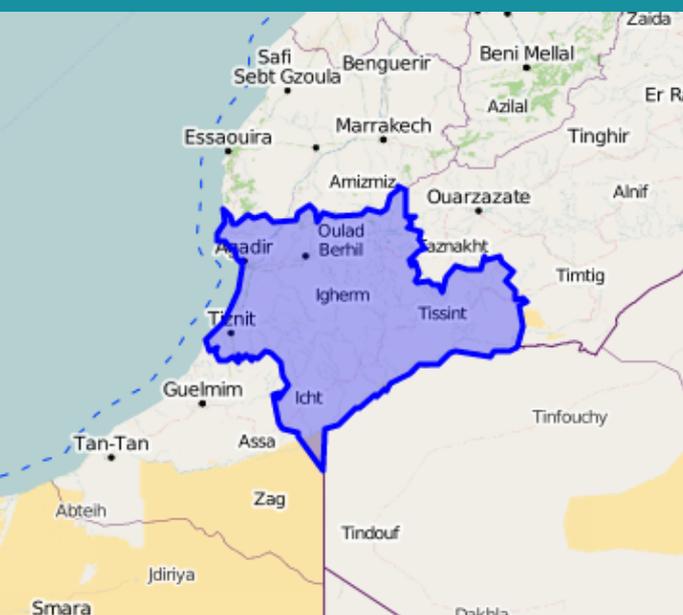
- En développement depuis 2016
- Porté par le **Conseil Provincial de Tata** en partenariat avec la commune de Tata, GIZ et des associations et professionnels du solaire
- Gouvernance et forme juridique non encore décidée
- Basé à la commune de Tata

Point Info Energie (PIE) mobile de la province de Midelt, Maroc



- Initié en 2016 par la province de Midelt, opérationnel depuis 2019
- Opérateur: Centre Draa-Tafilalet pour le Développement Durable (association)
- Financé par la GIZ, coopération allemande

Centre Info Energie (CIE) de la région du Souss-Massa, Maroc



- Initié par Résovert, en cours de création
- Gouvernance et forme juridique non encore décidée

Centre Info Energie (CIE) de la commune de Sousse, Tunisie



- En cours de création depuis 2019
- Acteurs associés au développement du CIE: commune de Sousse, ANME, associations
- Gouvernance et forme juridique non encore décidée

Merci pour votre attention

Questions ?



2, cours Foch – 13400 Aubagne – France
Tél. +33 4 42 18 55 88
www.geres.eu
contact@geres.eu